Après un an de Trump à la Maison Blanche, «la radicalisation du pouvoir crée une réaction de contre-attaque»

Plus dure sera la lutte. Assommée par le retour fracassant de Donald Trump au pouvoir il y a un an, la résistance prend de l'ampleur aux États-Unis ces derniers mois. Manifestations, recours juridiques, surveillance de la police… Vert fait le point sur la contre-offensive d'une partie de la société.Le 20 janvier dernier, Donald Trump redevenait officiellement président des États-Unis. Un an plus tard, tous les spécialistes interrogé·es par *Vert* sont unanimes. Le Trump 2.0 est mieux préparé. Il va plus vite, plus fort que celui de 2016. En novembre dernier, soit en dix mois au pouvoir, son administration avait déjà intenté 350 actions contre l'environnement, le climat ou la santé humaine. C'était déjà trois fois plus que sur l'intégralité de sa première présidence (de 2016 à 2020). Et cette politique destructrice ne s'arrête pas à l'écologie.

«Trump multiplie les fronts. Il y a de nouvelles attaques tous les jours contre les personnes trans, les migrants, les universités, les femmes…», énumère Sébastien Roux, sociologue spécialiste des États-Unis et directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Après le coup de massue du début du mandat, des résistances multiples s'organisent. *«Au début, ça produit un effet de déstabilisation et de sidération. Mais, à moyen terme, vous avez tous les résistants à gérer en même temps»*, explique le chercheur.

2 600 rassemblements le même jour aux États-Unis

Parmi les symboles du retour de la résistance contre Donald Trump : les manifestations *«No Kings»*, littéralement *«Pas de roi»*. Le 14 juin dernier – le jour de l'anniversaire du président, alors qu'il préside une parade militaire en son honneur et en celui de l'armée – entre quatre et six millions de personnes, selon les estimations, manifestent à travers le pays contre sa politique autoritaire. *«On avait besoin de se compter. Aujourd'hui, ça fait du bien»*, admet une citoyenne au journal Le Monde, sur place. C'est la première mobilisation de cette ampleur depuis la

Women's march (la marche des femmes), en 2017, en réaction aux propos sexistes du milliardaire.

Le 18 octobre, un deuxième *«No Kings Day»* rassemble sept millions de personnes, selon les organisateurs. Près de 2 600 rassemblements ont lieu à travers le pays ce jour-là. *«C'est un phénomène assez rare aux États-Unis*, rappelle Cécile Alduy, professeure de littérature à l'université de Stanford (Californie). *La radicalisation du pouvoir trumpiste crée une réaction de contre-attaque, du point de vue législatif et de l'organisation des citoyens sur place.»*

Pour la chercheuse associée au Centre de recherches politiques de Sciences Po Paris (Cevipof), *«la résistance aux mesures de l'administration Trump s'est grandement renforcée ces dernières semaines».* Elle l'explique par l'escalade autoritaire de début janvier (attaque du Venezuela, menaces sur le Groenland, violences de la police de l'immigration…) qui a *«suscité un mouvement de rejet de la part de citoyens lambdas»*.

Depuis que Donald Trump est revenu à la Maison Blanche, le nombre de manifestations en un an aux États-Unis a dépassé celui enregistré au même moment lors de son premier mandat, selon les données du Crowd counting consortium : il y a eu plus de 10 700 manifestations en 2025, contre 4 588 en 2017.

La résistance sur le terrain contre les raids de la police de l'immigration

Après l'investiture, l'administration Trump a lancé des opérations de *«chasse à l'homme»* en lien avec sa politique anti-immigration. L'ICE (*Immigration and customs enforcement*), la police de l'immigration, arrête dans la rue des immigré·es qui vivent et travaillent aux États-Unis, parfois depuis plusieurs années.

En réaction, les habitant·es rivalisent d'ingéniosité pour entraver le plus possible les opérations de l'ICE. Certain·es filment les agent·es pendant les interventions pour protéger les habitant·es ou documenter les actions de police. Ces volontaires ont même un nom : les «ICE watchers». D'autres essayent de géolocaliser les agent·es et de prévenir la communauté de leur arrivée. Quelques-uns ont même construit des barricades dans des quartiers, d'autres

manifestent bruyamment devant les logements des policier·es pour les empêcher de se reposer. Des ateliers de sensibilisation aux droits pour les sans-papiers ont aussi été mis en place, raconte le Washington Post.

«La place de l'ICE est très critiquée, explique Sébastien Roux. *Les violences contre les migrants sont très souvent inhumaines : séparation des parents et de leurs enfants, déportations… Des gens sont aussi tués dans la rue. Ça choque.»*

Le rejet de l'ICE a passé un nouveau cap après qu'une mère de famille de 37 ans, Renée Nicole Good, a été abattue par un agent de la police de l'immigration à Minneapolis (Minnesota), le 7 janvier. Des milliers de manifestations ont eu lieu à la suite du drame – dans les villes démocrates et dans des bastions républicains. Selon le décompte du Crowd counting consortium, une écrasante majorité des comtés américains – dont 42% ont voté pour Trump – ont connu au moins une manifestation depuis janvier dernier, relève le Guardian.

Attaquer systématiquement en justice, «la meilleure arme» des défenseurs du climat

Depuis le retour de Donald Trump aux manettes, les rangs des associations environnementales ont gonflé. Face aux nombreuses attaques de l'administration contre le climat, ces organisations – et les États fédérés démocrates ou les entreprises d'énergies renouvelables – recourent systématiquement aux tribunaux. *«À chaque fois que l'administration Trump prend un décret ou décide d'assouplir une réglementation, elle est immédiatement attaquée en justice»*, explique Jean-Daniel Collomb, professeur d'études américaines à l'université Grenoble-Alpes. Parfois, ça marche !

Le 12 janvier, un juge fédéral américain a ordonné la reprise du chantier éolien «Revolution Wind». Il avait été interrompu après que le gouvernement Trump avait annoncé suspendre tous les projets d'éoliens en mer le long des côtes américaines, le 22 décembre dernier. Le projet, achevé à 87%, et qui doit alimenter près de 350 000 logements dans le Rhode Island et au Connecticut dès le printemps prochain, ira bien à son terme.

La même semaine, le 15 janvier, la reprise d'un autre projet

éolien, «Empire Wind», près de New York, a été ordonnée par la justice. Et, vendredi dernier, un troisième projet au large de la Virginie (côte Est) a été réautorisé. *«Les partisans de l'action climatique sont sur le reculoir, mais l'arme des tribunaux est la plus importante et probablement la plus efficace qu'ils aient»*, analyse Jean-Daniel Collomb.

Harvard, à la tête de la fronde des universités

En avril, Harvard, la plus ancienne université des États-Unis, s'était opposée publiquement aux exigences *«illégales»* et à la tentative de *«mise sous tutelle»* de la fac par l'administration Trump. En réponse, le président républicain avait gelé 2,2 milliards de dollars (1,94 milliard d'euros) d'aides à la prestigieuse institution.

Début septembre, l'université, située à Cambridge (Massachusetts), a gagné une première bataille judiciaire contre Donald Trump : la justice a estimé que le gel des subventions était illégal. Mais l'administration Trump peut encore saisir la Cour suprême des États-Unis sur ce dossier.

Pour Cécile Alduy, professeure à Standford : *«Il y a eu une série de revers pour l'administration Trump. Des décisions de diverses cours fédérales, ou des États eux-mêmes, pour annuler les décisions de punitions financières contre les universités»*. Les politiques d'expulsion du gouvernement fédéral contre les étudiant·es pour leurs opinions politiques (comme la participation à des manifestations pro-palestiniennes) ont aussi été condamnées par la justice.

«Au sein des universités, il y a eu quand même pas mal d'obéissance aux injonctions de l'administration Trump, reprend Cécile Alduy. *Elles sont prises dans un mouvement de censure intellectuelle très vaste, qui se manifeste soit explicitement par des législations, soit par une autocensure et une sorte de contrôle de la pensée par peur de représailles financières.»*

Les scientifiques du climat luttent contre la suppression des savoirs

Autre cible : les scientifiques du climat. Après les vagues de licenciements, la censure de certains mots ou sujets, la disparition

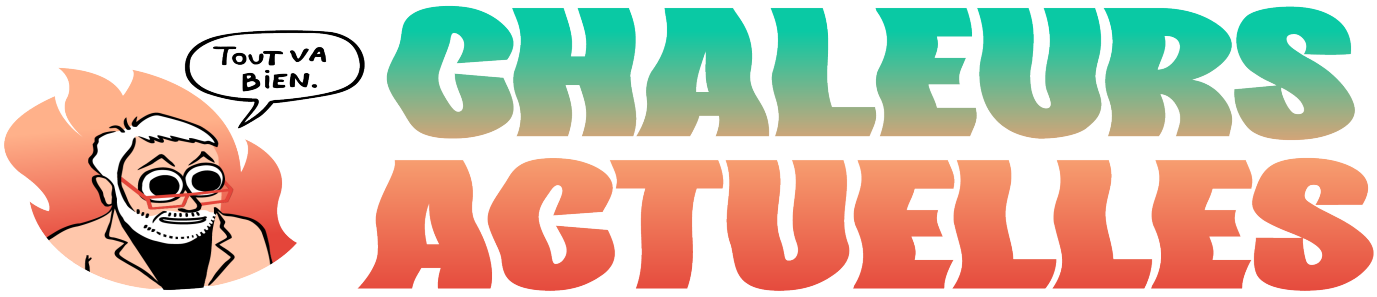
des données scientifiques ou des financements, les chercheur·ses du monde entier ont manifesté le 7 mars pour défendre la science avec le mouvement «Stand up for science».

D'autres ont réussi à reconstituer un site d'information national sur le climat, après que l'administration Trump a enterré celui de référence aux États-Unis (notre article).

Aussi fermée par le pouvoir trumpiste au printemps, la plus importante revue scientifique sur la santé environnementale va renaître de ses cendres, a repéré Le Monde. Partout ailleurs, les scientifiques et les journalistes essayent de contrer la désinformation du gouvernement et du ministre de la santé, Robert F. Kennedy, profondément anti-vax.

«Des espaces de contestation possibles»

La résistance à Donald Trump existe aussi au sein même de l'administration. *«Ce sont des fonctionnaires qui vont ralentir des processus pour s'opposer, qui vont potentiellement publier des chiffres alors qu'on demande de ne pas le faire, qui vont continuer à produire du savoir, etc.*, détaille Sébastien Roux, chercheur au CNRS. *C'est très présent dans la société américaine.»* Un phénomène que les sociologues avaient déjà documenté lors du premier mandat.



Recevez chaque mois gratuitement Chaleurs Actuelles, la seule newsletter sur la désinformation, l'extrême droite et les climatosceptiques.